

CAP VERS LES RETROUVAILLES

Mentions Légales & Conditions Générales de Service (CGS)

Mise à jour le : 11 Mars 2026

I. MENTIONS LÉGALES

1. ÉDITEUR DU SITE ET DIRECTION DE LA PUBLICATION

Le présent site web est édité par la société :

- **Dénomination sociale** : CAP VERS LES RETROUVAILLES (SASU)
- **Siège social** : [78 Avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS](#)
- **Capital social** : 100 €
- **SIREN** : 101 795 219 | **SIRET** : 101 795 219 00018
- **RCS** : Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS
- **TVA Intracommunautaire** : FR7501101795219
- **E-mail** : contact@capverslesretrouvailles.site
- **Directeur de la publication** : Monsieur Youcef Bettahar

2. HÉBERGEUR DU SITE

- **Nom** : Hostinger International Ltd.
- **Adresse** : [61 Lordou Vironos](#) Street, 6023 Larnaca, Chypre.
- **Téléphone** : +213 549 56 09 66

3. ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

- **Assureur** : HISCOX SA
- **Numéro de police** : 278462000

4. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des contenus de ce site (textes, logos, images) est protégé par le Code de la propriété intellectuelle. Toute reproduction, représentation ou diffusion, en tout ou partie, sans accord écrit préalable est strictement interdite.

II. CONDITIONS GÉNÉRALES DE SERVICE (CGS)

ARTICLE 1 – OBJET Les services sont strictement limités à la consultation et l'assistance aux démarches administratives (constitution de dossiers, rédaction de courriers). Ils n'incluent aucun conseil juridique, ni aucune représentation légale devant un tribunal ou une administration.

ARTICLE 2 – COMMANDES ET PAIEMENT Le contrat est réputé conclu dès la réception du paiement ou d'un devis signé ("Bon pour accord"). Le règlement s'effectue par virement bancaire, carte bancaire ou lien de paiement sécurisé. Tout retard de paiement pourra donner lieu à l'application de pénalités de retard égales à 3 fois le taux d'intérêt légal.

ARTICLE 3 – TARIFICATION Les prix sont fixés sous forme de forfaits. Ils sont indiqués en Euros, Hors Taxes (HT) et soumis à la TVA au taux en vigueur de 20%.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU CLIENT Le client s'engage à fournir des informations exactes, sincères et complètes. Le prestataire décline toute responsabilité en cas de documents erronés, faux ou incomplets fournis par le client.

ARTICLE 5 – EXCLUSION DE CONSEIL JURIDIQUE Le prestataire n'est pas avocat. Il ne dispense aucun conseil juridique et n'assure aucune défense pénale. Son rôle est strictement limité à l'assistance matérielle et administrative.

ARTICLE 6 – ACCOMPAGNEMENT AMÉNAGEMENT DE PEINE L'engagement comprend un accompagnement sans frais supplémentaires jusqu'à la sortie effective du client, dans la limite de 12 mois. Sont inclus : rédaction de courriers, montage de dossiers de demandes d'aménagement et suivi administratif auprès du SPIP.

ARTICLE 7 – LIMITES ET RECOURS La prestation est une assistance matérielle technique. Le prestataire ne peut en aucun cas se substituer à un avocat, seul professionnel habilité à conseiller sur la stratégie légale et assurer la plaidoirie.

ARTICLE 8 – DROIT DE RÉTRACTATION ET DÉBUT D'EXÉCUTION Conformément à la loi, le client dispose d'un droit de rétractation de 14 jours. Toutefois, pour les prestations nécessitant un traitement urgent, le client demande expressément que la prestation commence avant la fin du délai de rétractation et reconnaît qu'il perd son droit de rétractation une fois que le service a été pleinement exécuté ou entamé avec son accord.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ ET OBLIGATION DE MOYENS Le prestataire est soumis à une obligation de moyens. Il met tout en œuvre pour assister le client, mais ne peut garantir l'issue d'une procédure. Aucun remboursement ne peut être réclamé en cas de refus d'aménagement ou de décision judiciaire/administrative défavorable.

ARTICLE 10 – DURÉE ET RÉSILIATION Le contrat est résiliable par écrit (e-mail ou courrier) par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 7 jours calendaires.

ARTICLE 11 – LOI APPLICABLE ET MÉDIATION DE LA CONSOMMATION Les présentes sont régies par le droit français. En cas de litige, après avoir sollicité le prestataire et à défaut de réponse satisfaisante, le client peut saisir gratuitement le médiateur de la consommation agréé **CM2C** :

- **Adresse :** [49 rue de Ponthieu, 75008 PARIS](#)
- **Tél :** 01 89 47 00 14
- **Mail :** litiges@cm2c.net
- **Site internet :** <https://www.cm2c.net/declarer-un-litige.php>

III. PROTECTION DES DONNÉES (RGPD) ET CONFIDENTIALITÉ

1. CONFIDENTIALITÉ STRICTE Le prestataire s'engage à une discrétion absolue concernant les informations privées et judiciaires communiquées par le client. Ces données ne sont transmises qu'aux autorités compétentes (SPIP, JAP) dans le cadre strict et nécessaire de la mission.

2. GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES Les données collectées (Nom, Prénom, E-mail, parcours carcéral) sont strictement confidentielles.

- **Conservation :** 3 ans pour les données de contact, 10 ans pour les pièces comptables.
- **Droits :** Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de vos données en contactant : contact@capverslesretrouvailles.site.

